



Place de l'Albertine, 2
1000 Brussels - Belgium
+32 2 511 13 09
+32 2 511 42 13
jgi@jgi.be
www.jgi-hydrometal.be

Formulaire de signalement

Pour lanceur d'alerte d'infractions entrant dans le champ
d'application du système de lancement d'alerte
Voir Politique d'Alerte Professionnelle

Pour signaler une violation entrant dans le champ d'application du système d'alerte professionnelle, vous devrez fournir suffisamment d'informations pour que le gestionnaire du signalement puisse entamer une enquête approfondie sur la violation présumée.

Vous pouvez remplir le formulaire ci-dessous ou l'utiliser comme guide pour soumettre le signalement. Si vous signalez la violation présumée par téléphone ou lors d'une réunion en présentiel, le gestionnaire du signalement remplira le formulaire ci-dessous au cours de la conversation afin de disposer d'une trace écrite détaillée.

Je souhaite faire un signalement anonyme sur une violation.

A noter qu'un signalement anonyme peut compliquer le suivi de l'alerte, car le gestionnaire du signalement ne sera probablement pas en mesure de demander des informations supplémentaires au lanceur d'alerte.

Je ne souhaite pas faire de signalement anonyme et remplir les coordonnées ci-dessous.

Nom et fonction	
Coordonnées	E-mail : Numéro de tél. :
Adresse professionnelle	



JGI

<p>Quelle est votre relation avec l'organisation ? Pour le lanceur d'alerte anonyme : Si vous craignez que ces informations ne vous rendent identifiable, ne répondez pas à cette question.</p>	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Employé<input type="checkbox"/> Futur ou ancien employé<input type="checkbox"/> Freelance / consultant<input type="checkbox"/> Stagiaire<input type="checkbox"/> Fournisseur / sous-traitant / client<input type="checkbox"/> Actionnaire<input type="checkbox"/> Personne appartenant à l'organe d'administration, de direction ou de surveillance<input type="checkbox"/> Autre
<p>La date du signalement</p>	
<p>Domaine de l'infraction ?</p>	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Marchés publics<input type="checkbox"/> Services, produits et marchés financiers, prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme<input type="checkbox"/> Sécurité et conformité des produits<input type="checkbox"/> Sécurité des transports<input type="checkbox"/> Protection de l'environnement<input type="checkbox"/> Radioprotection et sûreté nucléaire<input type="checkbox"/> Sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, santé et bien-être des animaux<input type="checkbox"/> Santé publique<input type="checkbox"/> Protection des consommateurs<input type="checkbox"/> Protection de la vie privée et des données à caractère personnel, et sécurité du réseau et des systèmes d'information<input type="checkbox"/> Infractions relatives au marché intérieur de l'Union européenne, telles que les violations des règles en matière d'aides d'État et de concurrence : comportements et accords anticoncurrentiels, fixation des prix, abus de position dominante, ...<input type="checkbox"/> Fraude fiscale<input type="checkbox"/> Fraude sociale<input type="checkbox"/> Infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union



JGI

Description détaillée de la violation présumée :	
Qui, selon vous, a commis la violation? Il peut s'agir de l'organisation en tant que telle, d'un service ou d'une (d'un groupe de) personne(s) physique(s))	
Joignez éventuellement des pièces (documentation, preuve) au rapport et énumérez-les ici avec une brève explication	Annexes transmises : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Où la violation s'est-elle produite?	
Quand la (les) violation(s) s'est (se sont)-elle(s) produite(s)?	
Quand avez-vous constaté la (les) violation(s) ?	
Comment avez-vous constaté la violation ? L'avez-vous remarquée directement ou par l'intermédiaire de quelqu'un d'autre ?	
Quel est l'impact de l'incident (pour l'entreprise, pour l'intérêt public, ...) ?	
Pensez-vous que certaines personnes, certains services ou certaines entités ont tenté de dissimuler la violation ? Si oui, de quelle manière ?	
Quand/à quel moment, le cas échéant, pouvons-nous vous contacter pour vous demander des informations complémentaires et par quel moyen (téléphone, courrier électronique) ?	